

L'hon. M. Sharp: Voilà un discours divertissant.

M. MacInnis: Je répondrai à la remarque du secrétaire d'État aux Affaires extérieures en disant que c'est l'unique raison, je le présume, pour laquelle il est à la Chambre cet après-midi. Il n'occupe pas son fauteuil parce que sa conscience lui dicte de rendre service à la population du Canada. S'il estime que je le diverts ici cet après-midi, je voudrais qu'il me transmette le prix d'entrée. Du moins il devrait payer pour ce qu'il reçoit, car il ne donne rien à la population du Canada en retour dans l'exercice de ses fonctions, et il ne détient son poste que grâce à sa pirouette du printemps dernier en faveur du premier ministre actuel. J'espère que lorsqu'il m'enverra un messenger, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se montrera moins mesquin que je ne le pense.

Il semblerait que c'est malheureusement l'attitude qu'adopte le gouvernement. Trois hommes tiennent les rênes. Il est regrettable que le leader de la Chambre ne soit pas en mesure de penser par lui-même et qu'il suive aveuglément les ordres qui l'obligent à mettre en délibération un amendement inacceptable. Ce qui rejoint ce que j'ai dit précédemment lorsque j'ai parlé de la stupidité du gouvernement. Monsieur l'Orateur, j'espère que je n'abuse pas de cet adjectif. Le premier ministre a été le premier à l'employer en chambre l'autre jour. Si je ne suis pas empêché, je reprendrai les autres qualificatifs dont il s'est servi à propos des libéraux, il n'y a pas si longtemps.

Les partisans du gouvernement essaient de nous faire croire que cet article proposé moderniserait le Parlement et le rendrait plus efficace. Mais personne ne s'y trompe. Ceux qui siègent à l'arrière-ban du gouvernement n'ont maintenant aucune participation. Je le répète pour ceux qui sont à portée de voix. Ceux qui siègent à l'arrière-ban du gouvernement n'ont aucune participation et plus nous deviendrons efficaces, moins ils auront à faire. Les vis-à-vis n'en conviendront sans doute pas. Je devrais peut-être appuyer mon argument sur une citation tirée des observations faites hier par le député de Bruce (M. Whitcher). Je me reporte à la page 11174 du hansard:

Cependant, de nombreux nouveaux députés de mon parti n'aiment pas siéger pour rien.

Si des députés ministériels de l'arrière-ban se plaignent aujourd'hui parce qu'ils considèrent n'avoir rien à faire, je me demande comment ils pourraient se rendre utiles si le Parlement est organisé et modernisé comme on le voudrait. Bien sûr, nous pouvons reve-

[M. MacInnis.]

nir au premier ministre et rappeler qu'il n'y a pas si longtemps, il a traité le parti libéral «d'aboulique troupeau». Il faudra peut-être une autre délégation de femmes libérales pour voir le petit homme puisque le premier ministre a tellement de charme, ou est-ce le prestige du poste? Après tout, le poste mis à part, que reste-t-il? Un célibataire de 50 ans ou, le croiriez-vous, 51, un paquet d'os et une touffe de cheveux.

A voir ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures envoie, je constate qu'il est aussi mesquin que je pensais. Il est bien dommage que les libéraux d'aujourd'hui ne puissent suivre les dictées de leur chef officiel, le premier ministre Mackenzie King qui a dit:

Une voix: Il s'est fait entendre ici, hier soir.

• (5.50 p.m.)

M. MacInnis: Je suis heureux de constater qu'il a encore quelques fidèles. De toute façon, il avait déclaré:

Le gouvernement doit se faire par le Parlement ou par son intermédiaire, et non par les ministres du cabinet avec leur coterie secrète.

Ce sont les propos de votre chef spirituel. J'espère qu'il vous inspirera à nouveau ce soir. Laissez-moi citer d'autres paroles de feu le premier ministre qui avait déclaré:

Le but du libéralisme est de chercher à accorder une plus grande liberté à la masse dans sa vie sociale, politique, religieuse et industrielle pour rétablir la prédominance de la population sur le Parlement et la mainmise du Parlement sur le pouvoir exécutif.

Jamais la nécessité d'un tel objectif ne s'est-elle fait sentir autant qu'aujourd'hui. Le retrait de l'article 75c pourrait assurer à feu le très honorable Mackenzie King que le libéralisme est resté ce qu'il était et qu'il n'y a pas lieu pour lui de frémir dans sa tombe. Les libéraux ne peuvent certainement pas rester sourds aux paroles de sagesse émanant de cette source. S'ils continuent dans cette voie il faudra, je suppose, évoquer ce qu'avait dit un autre ministre du cabinet libéral à propos d'un gouvernement libéral:

Nous combattons pour la liberté, pour la démocratie et pour les institutions parlementaires. Pourtant la plupart de nos entreprises se trouvent entre les mains de petits potentats, d'hommes sans expérience, de dictateurs à qui on en a confié l'administration.

A moins que le gouvernement ne juge approprié de changer ses procédés stupides, cette accusation portée par un ancien membre du cabinet libéral contre un autre gouvernement libéral s'appliquera certainement à lui.